

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1981)  
**Heft:** 615

**Artikel:** Finances : le fromage suisse des sociétés holding  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1012322>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Le fromage suisse des sociétés holding

*L'Association suisse des sociétés holding et financières est inquiète. Voyez-vous cela! Elles n'étaient plus que 12 793 sociétés holding sous forme de sociétés anonymes à la fin de l'année dernière, contre 13 222 l'année précédente. Evolution fâcheuse et préoccupante. Pas besoin d'aller chercher bien loin les causes de cette cure d'amaigrissement, nous citons ladite association, à l'intention des analphabètes de la finance: «Le débat relatif à l'introduction de nouveaux impôts spéciaux frappant le secteur financier a des effets défavorables; à l'étranger, l'opinion selon laquelle la Suisse adopte une attitude de plus en plus hostile au secteur financier se répand toujours davantage.» Un bilan globalement négatif, donc, malgré les efforts constants des grands instituts bancaires de notre pays — pour mémoire: Crédit Suisse et Banque Populaire Suisse en première ligne — pour conserver à la Confédération helvétique sa réputation de sérieux et de solidité en matière financière.*

*Il ne suffit donc pas que certaines limitations dans les transferts de capitaux et dans le trafic des paiements avec l'étranger aient été récemment levées, il faut aller encore plus loin.*

*Exagéré, direz-vous, pris d'une quinte de zieglerisme aigu.*

*Suivez le raisonnement en deux temps des sociétés holding!*

*Constat: «La stabilité politique, juridique et économique de notre pays, sa situation géographique centrale et son secteur des services efficace et à vocation internationale ont fait de notre pays une place avantageuse pour les sociétés holding.»*

*Conclusion: «Les possibilités de développement économiques de la Suisse, pauvre en matières premières, portant avant tout sur le secteur des services, il serait déraisonnable de se priver de ces avantages et d'accepter sans réagir l'exode des sociétés holding.»*

*Autrement dit: on n'a pas de matières premières, mais on a des holding... Une seule différence: on exploite les réserves de matières premières et on est exploité par les holding. Et voici pourquoi il serait exclu de faire payer au secteur financier cette fameuse «stabilité» helvétique dont il profite. La leçon vaut bien un fromage.*

## PACIFISME

### Atome civil ou militaire: même combat

Nouvelles perspectives pour le mouvement pacifiste européen et mondial, dans sa marche main dans la main avec les courants antinucléaires. Selon l'agence Wise, l'administration Reagan va mettre le point final à un projet qui effacerait toute distinction entre le nucléaire dit civil et le nucléaire militaire. En substance: le gouvernement américain serait autorisé à retraiter les déchets radioactifs des centrales nucléaires en activité sur le sol des USA pour son propre usage, lisez pour se procurer

le plutonium nécessaire à son armement atomique et à l'alimentation de ses surgénérateurs.

Inutile de noter que si une telle décision était prise, elle pourrait justifier par exemple des limitations supplémentaires à l'information du public sur le fonctionnement des centrales, sous le couvert du secret militaire; elle pourrait justifier aussi un contrôle policier renforcé des groupes opposés à l'énergie nucléaire et des travailleurs de l'atome, sous le couvert de la défense nationale.

Quelques précisions qui permettent de situer ce virage décisif.

Le plutonium à usage militaire est jusqu'à présent

produit par trois réacteurs du Département américain de l'énergie qui ont été construits spécialement à cet usage. Le plutonium qui est produit dans les 74 centrales nucléaires américaines restait jusqu'à présent contenu dans les déchets hautement irradiés. Un nouveau procédé utilisant la technique du laser est en train d'être étudié au laboratoire national «Lawrence Livermore» qui permettrait d'enrichir le plutonium contenu dans les déchets au niveau requis pour l'armement atomique.

## LA GRANDE BOUFFE

La production de plutonium et de tritium à usage militaire doit encore s'accroître de 70% d'ici à 1985, de manière à fournir les têtes nucléaires à 14 000 nouveaux engins en plus du nombre d'engins existant à l'heure actuelle et qui est évalué entre 10 000 et 20 000. Le problème du coût de fabrication des engins nucléaires rend effectivement séduisant le recours à la diversification de l'approvisionnement en plutonium grâce à la filière commerciale.

L'administration américaine a également demandé à la Grande-Bretagne de lui fournir le plutonium dont elle aura besoin à usage «civil» si celui qu'elle produit est utilisé à des fins militaires. La firme nationale anglaise British Nuclear Fuels Ltd retraite les déchets radioactifs des usines anglaises et serait le fournisseur potentiel des Etats-Unis. Un porte-parole de la firme a déclaré qu'un contrat de fourniture éventuel serait soumis «aux règles habituelles de sauvegarde» mais il n'est pas évident que les USA et la Grande-Bretagne ont les mêmes conceptions sur ce que signifient les «règles de sauvegarde» en question. Pomme de discorde en vue: les Américains ont jusqu'à présent indiqué que le plutonium qu'ils cherchent à acheter en Grande-Bretagne doit permettre d'alimenter le surgénérateur de Clinch River; les spécialistes britanniques en doutent: le programme américain de surgénérateur n'est censé en être qu'à un stade expérimental.